

FAIRE ÉCHEC À UN PLAN D'AUSTÉRITÉ INJUSTE !

Le projet Sarkozy, galère pour toutes les générations :



Cotiser plus

pour moins de retraite

Moins d'emplois et

plus de concurrence

entre seniors et jeunes !

Serez-vous des nôtres le 7 septembre ?



La justice :
notre exigence !



Un enjeu pour toutes les générations

Une question de solidarité

Le discours alarmiste du Gouvernement voudrait nous faire accepter comme fatale une baisse des retraites par répartition. Son plan, le plus brutal d'Europe, fait peser le plus grand poids sur les salariés moins qualifiés et sur les femmes.

L'argument de la démographie fait l'impasse sur certaines réalités. La France assure le renouvellement des générations. L'espérance de vie augmente, mais ce mouvement n'est ni sans fin ni sans inégalités. La qualité de vie ne connaît pas une progression continue : l'exposition aux polluants et produits chimiques, directe ou via l'alimentation a des effets à long terme sur la santé. La qualité de vie au travail est très inégale : la pénibilité n'a pas disparu, l'intensification et l'exposition aux produits chimiques progressent. Que se passera-t-il si la vie au travail s'allonge ?

La clé du financement des retraites, c'est en réalité le rapport entre la masse des rémunérations de ceux qui ont un emploi (la base des cotisations des salariés et des employeurs) et la masse des pensions des retraités. La crise, qui a freiné les recettes (c'est-à-dire l'emploi et les salaires), est à l'origine de l'aggravation du déficit des régimes de retraites comme l'a montré le Conseil d'Orientation des Retraites. C'est pourtant aux salariés, qui n'y sont pour rien, et non à ceux – entreprises ou particuliers - qui ont profité de l'expansion de la sphère financière, qu'on présente l'essentiel de la facture.

Emploi et répartition des richesses au cœur du problème

Le plan Sarkozy va surtout déplacer les problèmes. Le (difficile) maintien en activité de salariés qui aspirent à prendre leur retraite privera d'emplois un million de jeunes. Les chômeurs empêchés de partir accroîtront la charge sur les caisses d'indemnisation du chômage, qui devront aussi financer l'engagement (positif) du Gouvernement de valider pour la retraite 6 trimestres (au lieu de 4) de chômage non indemnisé et non précédé par du chômage indemnisé.

Des retraités devront chercher de petits boulots pour compenser leurs faibles revenus, et entreront en concurrence avec les étudiants sans ressources et les jeunes qui galèrent sur le marché du travail. Un cercle vicieux qui pousse (ceux qui le peuvent) à constituer une épargne individuelle...pour le plus grand profit des sociétés financières.

Pour la CFDT, garantir le niveau des retraites par répartition et donner à chacun une visibilité au fil de la carrière sur le montant de sa retraite est possible à condition :

- De mener une politique volontariste de l'emploi, abandonnée au profit du credo libéral, l'enrichissement personnel.
- De remettre en cause la répartition des richesses, notamment par la fiscalité.
- D'élargir par la solidarité les possibilités réelles de choix, pour ceux qui ont commencé jeunes, pour ceux qui exercent des métiers pénibles, pour celles et ceux qui ont des carrières chaotiques.

Faute de recettes nouvelles, et parce qu'il dilapide prématurément le Fonds de Réserve des Retraites, ce plan renvoie sur des générations plus jeunes la responsabilité d'équilibrer les régimes de retraites. Pour les garantir durablement, il faut une autre approche.